

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE

Comité syndical du 24 février 2014

DELIBERATION 2014-3

Délégation du Comité syndical au Président

Date de la convocation : 19 février 2014

Nombre de voix des membres en exercice : 10 voix

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre février, les membres du Comité syndical du Grand Légué, dûment convoqués, se sont réunis au Carré Rosengart (Saint-Brieuc).

Étaient présents : M. Claudy Lebreton (titulaire, Président), M. Gilbert Gaspaillard (titulaire, 1^{er} vice-Président), M. Michel Brémont (titulaire, 2^{ème} vice-Président), M. Robert Pédron (titulaire), Mme Christine Orain (titulaire), M. Jean-Jacques Fuan (suppléant)

Absents représentés : M. Loïc Raoult (ayant donné pouvoir à M. Michel Brémont), M. Bruno Joncour (représenté par M. Fuan)

Absents excusés : Mme Paule Quéméré (titulaire), Mme Christine Gacel (titulaire), M. Yannick Morin (titulaire)

Assistaient également à la séance : Mme Patoux, Payeur départemental

Vu le rapport n°3 présenté par M. le Président du syndicat mixte du Grand Légué :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 5721-1 et suivants, ainsi que ses articles L 3211-2 et L 5211-10 ;

Vu le Code des transports, notamment ses articles L 5321-1 et suivants, L 5331-5 ;

Vu le Code des ports maritimes, notamment ses articles R 611-1 et suivants ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2013 portant création du syndicat mixte du Grand Légué,

Sous la Présidence de M. Claudy LEBRETON, Président du syndicat mixte, le Comité syndical, réuni le 24 février 2014, décide

De déléguer à M. le Président les attributions suivantes :

1°) Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements dans la limite des crédits inscrits au budget primitif ;

2°) Prendre toute décision, et en informer le Comité syndical lors de ses réunions, concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services qui peuvent être passés selon une procédure adaptée (article 26 et 28 du code des marchés publics) en raison de leur montant lorsque les crédits sont inscrits au budget, dans la limite de 100 000 € (cent mille euros) ;

3°) Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) Passer les contrats d'assurance et accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

6°) Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts lorsque les circonstances l'exigent ;

7°) Intenter au nom du syndicat mixte les actions en justice ou défendre la commune dans les actions intentées contre elle dans les cas suivants :

- en première instance ainsi qu'à hauteur d'appel et au besoin en cassation
- en demande ou en défense
- par voie d'action ou par voie d'exception
- en procédure d'urgence ou en procédure au fond
- devant les juridictions administratives ou judiciaires, répressives et non répressives, devant le tribunal des conflits

8°) Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 100 000 €.

En outre, pour le seul périmètre du port de plaisance confié en gestion au syndicat mixte et dans la mesure où les formalités nécessaires à ce transfert auront été accomplies :

a) Rendre les avis, diligenter les procédures et prendre les décisions pour les interventions relevant de l'autorité portuaire ou de police ;

b) Attribuer les autorisations d'occupation temporaires du domaine public maritime non constitutives de droits réels, dans les limites du port de plaisance confiées en gestion au syndicat mixte et après l'effectivité de ce transfert.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

Le Président du syndicat mixte,



M. Claudy LEBRETON

Reçu à la Préfecture des Côtes d'Armor le **14 MARS 2014**

Acte publié et exécutoire le **24 MARS 2014**